

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

29 MAI 1984

PROJET DE LOI DE REDRESSEMENT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 23 mai 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements ⁽¹⁾ au projet de loi de redressement, a donné le 25 mai 1984 l'avis suivant :

1. Les amendements que le Gouvernement a déposés à la Chambre des Représentants et qui sont présentement soumis à l'avis du Conseil d'Etat ajoutent au chapitre V (enseignement) du projet de loi de redressement (*Doc. parl. Chambre des Représentants*, 1983-1984, n° 927/1) six sections nouvelles, à savoir une section 3 (art. 87 à 90), une section 4 (art. 91 et 92), une section 5 (art. 93 à 95), une section 6 (art. 96 à 98), une section 7 (art. 99) et une section 8 (art. 100).

La plupart de ces amendements concernant la situation juridique du personnel enseignant et sont dès lors soumis à la formalité de la consultation syndicale prescrite par l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics. Le Conseil d'Etat ignore s'il a été satisfait à cette consultation obligatoire.

2. La phrase liminaire de l'article 87 à ajouter devrait être libellée comme suit :

« L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit : ».

Dans la phrase liminaire des articles 88, 89 et 91 à 94 ainsi que dans les articles 90 et 95, il convient d'écrire chaque fois « ... du même arrêté ... » au lieu de « ... de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 ... ».

3. Telle qu'elle est formulée, l'habilitation donnée au Roi dans l'article 90 à ajouter excède les limites d'une habilitation normale.

La justification de l'amendement y relatif énonce comme condition pour la mise en œuvre de cette habilitation que soient « assurés les mêmes résultats budgétaires » que ceux que l'on a recherchés « en publiant l'arrêté royal n° 297 et en particulier le chapitre 1 ». Afin de maintenir l'habilitation dans les limites de ce qui est normal, il s'indique d'inscrire expressément cette condition dans le texte même de l'article comme critère de sa mise en œuvre.

Il est clair que ce n'est qu'après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 86 de la loi de redressement en projet que le Roi pourra faire usage des pouvoirs qui Lui sont attribués par l'article 90 à ajouter. C'est pourquoi il convient d'écrire dans cet article 90 : « A partir de l'entrée en vigueur de ... » au lieu de « A partir de la publication de ... ».

Par souci de clarté il y a lieu de préciser dans le même article que l'arrêté royal visé est celui qui sera pris en exécution de « l'article 86, § 1^{er}, de la présente loi ».

Voir :

927 (1983-1984) :

— N° 1 : Projet de loi.

— Nos 2 à 21 : Amendements.

⁽¹⁾ Il s'agit des amendements nos 86 à 99 (*Doc. n° 927/15*) ajoutant des articles 87 à 100 (nouveaux).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

29 MEI 1984

ONTWERP VAN HERSTELWET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23ste mei 1984 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, verzocht hem, *binnen een termijn van ten hoogste drie dagen*, van advies te dienen over amendementen ⁽¹⁾ op het ontwerp van herstelwet, heeft de 25ste mei 1984 het volgende advies gegeven :

1. Bij de door de Regering bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediende en voor advies voorgelegde amendementen worden aan hoofdstuk V (onderwijs) van het ontwerp van herstelwet (*Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers*, 1983-1984, nr. 927/1) zes afdelingen toegevoegd, met name afdeling 3 (art. 87 tot 90), afdeling 4 (art. 91 en 92), afdeling 5 (art. 93 tot 95), afdeling 6 (art. 96 tot 98), afdeling 7 (art. 99) en afdeling 8 (art. 100).

De meeste amendementen hebben betrekking op de rechtspositie van het onderwijspersoneel, en zijn derhalve onderworpen aan de formaliteit van de syndicale consultatie opgelegd bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 betreffende het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten. De Raad van State weet niet of de Regering aan dit raadplegingsvereiste heeft voldaan.

2. De inleidende zin van het toe te voegen artikel 87 dient als volgt te worden gesteld :

« Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de weddens, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt : ».

In de inleidende zin van de toe te voegen artikelen 88, 89 en 91 tot 94 en in de artikelen 90 en 95 schrijve men telkens : « ... van hetzelfde besluit ... » in plaats van « ... van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 ... ».

3. De machtiging die door het toe te voegen artikel 90 de Koning is gegeven, zoals zij daarin is gesteld, gaat de aard van een gewone machtiging te buiten.

In de verantwoording bij het desbetreffend amendement wordt als voorwaarde voor de uitoefening van die machtiging aangegeven dat « dezelfde budgettaire resultaten worden bereikt » als beoogd door « de publicatie van het koninklijk besluit nr. 297 en het eerste hoofdstuk van dit besluit in het bijzonder ». Om die machtiging binnen de perken van een gewone machtiging te houden, moet die voorwaarde als criterium voor de aanwending ervan met zoveel woorden in de tekst zelf worden ingeschreven.

Het is duidelijk dat de Koning de bevoegdheid welke Hem bij het toe te voegen artikel 90 wordt opgedragen enkel kan aanwenden nadat het ter uitvoering van artikel 86 van de ontworpen herstelwet te nemen koninklijk besluit in werking zal zijn getreden. Daarom schrijve men in dat artikel 90 : « Vanaf de inwerking-treding van het ... » in plaats van « Vanaf de publicatie van het ... ».

Duidelijkheidshalve bepale men in hetzelfde artikel nader dat bedoeld is het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van « artikel 86, § 1, van deze wet ».

Zie :

927 (1983-1984) :

— Nr. 1 : Wetsontwerp.

— Nrs. 2 tot 21 : Amendementen.

⁽¹⁾ Het betreft de amendementen nrs. 86 tot 99 (*Stuk nr. 927/15*) die ertoe strekken artikelen 87 tot 100 (nieuw) toe te voegen.

Dans le texte néerlandais, on écrira : « ... en de delers voor onvolledige prestaties en bijbetrekkingen, ... » (comme dans le texte français).

4. Dans le nouvel article 9 de l'arrêté royal n° 297 il convient d'écrire respectivement : « ... égal(e) à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du ... », « ... selon que la fraction à prendre en considération pour ... » et, dans le texte néerlandais « ... met uitsluiting van de bonificaties ... ».

5. Le nouvel article 10 de l'arrêté royal n° 297 se borne à énoncer que « la mise en disponibilité visée dans ce chapitre doit prendre cours dans la période du 1^{er} septembre 1984 au 31 octobre 1985 ». En d'autres termes, l'application des règles portées par les nouveaux articles 7, 8 et 9 de l'arrêté royal précité est limitée dans le temps. L'article ne précise ni le délai dans lequel la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la mise à la retraite doit être demandée ni le délai dans lequel il doit être statué sur la demande. Dans l'intérêt de la sécurité juridique, il conviendrait de compléter le nouvel article 10 sur ces points.

Le § 2 du nouvel article 11 de l'arrêté royal n° 297 appelle une observation analogue.

6. L'article 23, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 a été modifié par l'arrêté royal n° 70 du 20 juillet 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat. Dans le but, notamment, de souligner la nécessité de réaliser la présente modification par une loi, la phrase liminaire de l'article 96 à ajouter devrait faire état de la modification apportée par l'arrêté royal n° 70 précité.

Une observation analogue s'applique à l'article 97 à ajouter, dont la phrase liminaire doit viser l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, qui a inséré l'article 30, deuxième alinéa, dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974; de même, l'article 98 à ajouter devrait mentionner, dans sa phrase liminaire, l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982, qui a inséré l'article 32 dans l'arrêté royal du 19 mai 1981.

On relèvera pour le surplus que la justification de l'amendement dont il s'agit n'indique pas pour quelle raison l'interdiction d'exercer une activité lucrative pendant la période d'absence est maintenue dans ledit article 23 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 alors qu'elle est supprimée à l'article 30 du même arrêté et à l'article 32 de l'arrêté royal du 19 mai 1981.

Enfin, l'on écrira dans la phrase liminaire de l'article 97 à ajouter : « ... deuxième alinéa, du même arrêté... ».

7. Les modifications prévues par l'article 99 à ajouter ne concernent pas l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, mais certaines dispositions, modifiées par cet arrêté royal numéroté, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'arrêté royal du 29 août 1966, fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat. L'article sous revue devrait dès lors être rédigé comme suit :

« Art. 99. — § 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, 5^o, dans l'article 3, § 3, 3^o, et dans l'article 6, troisième alinéa, de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiés par les lois des 6 juillet 1970 et 18 février 1977 et par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, les mots « 1^{er} mars 1984 » sont remplacés par les mots « 1^{er} octobre 1984 ».

» § 2. Dans l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 29 août 1966... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, les mots « 1^{er} mars 1984 » sont remplacés par les mots « 1^{er} octobre 1984 ».

La chambre était composée de

MM. :

H. ADRIAENS, *président*;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, *conseillers d'Etat*;

M^{me} :

M. BENARD, *greffier*;

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. H. ADRIAENS.

Le rapport a été présenté par M. H. VERHULST, auditeur.

Le Greffier,
(s.) M. BENARD.

Le Président,
(s.) H. ADRIAENS.

en schrijve men « ... en de delers voor onvolledige prestaties en bijbetrekkingen, ... » (zoals in de Franse tekst).

4. In het nieuw artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 297 schrijve men onderscheidenlijk : « ... gelijk aan zoveel vijftigsten, vijfenvijftigsten of zestigsten van ... », « ... in aanmerking te nemen breuk ... » en « ... met uitsluiting van de bonificaties ... ».

5. Het nieuw artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 297 beperkt zich ertoe te stellen dat : « De terbeschikkingstelling, bedoeld in dit hoofdstuk, moet beginnen in de periode van 1 september 1984 tot 31 oktober 1985 ». Wat betekent dat de toepassing van de regelen vervat in de nieuwe artikelen 7, 8 en 9 van dat koninklijk besluit, in de tijd beperkt is. Het artikel bepaalt niet nader binnen welke termijn de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen moet worden aangevraagd, noch binnen welke termijn over de aanvraag moet worden beslist. Terwille van de rechtszekerheid zou het nieuw artikel 10 op die punten moeten worden aangevuld.

Die opmerking geldt eveneens voor de § 2 van het nieuw artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 297.

6. Artikel 23, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 werd gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 70 van 20 juli 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen, toegekend aan personeelsleden van het rijksonderwijs. Inzonderheid om de noodzaak van een wijziging bij wet aan te duiden, make men in de inleidende zin van het toe te voegen artikel 96 melding van die wijziging.

Eenzelfde opmerking geldt voor het toe te voegen artikel 97, waarvan de inleidende volzin melding moet maken van het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982 dat artikel 30, tweede lid, in het koninklijk besluit van 15 januari 1974 heeft ingevoegd, alsook voor het toe te voegen artikel 98, waarvan de inleidende volzin melding moet maken van het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982 dat artikel 32 in het koninklijk besluit van 19 mei 1981 heeft ingevoegd.

Voorts is in de verantwoording bij het desbetreffend amendement niet nader aangeduid waarom het verbod van winstgevende bedrijvigheid tijdens de afwezigheid wel is behouden in het voormeld artikel 23, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 doch wordt geschrapt in artikel 30 van hetzelfde besluit en in artikel 32 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981.

Tenslotte schrijve men in de inleidende zin van het toe te voegen artikel 97 « ... tweede lid, van hetzelfde besluit... ».

7. De wijzigingen voorgesteld in het toe te voegen artikel 99 betreffen niet het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, doch sommige door dit genummerde koninklijk besluit gewijzigde bepalingen van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs en van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs. Derhalve schrijve men dat artikel als volgt :

« Art. 99. — § 1. In artikel 3, § 1, 5^o, in artikel 3, § 3, 3^o, en in artikel 6, derde lid, van de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970 en 18 februari 1977 en bij koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, worden de woorden « 1 maart 1984 » vervangen door de woorden « 1 oktober 1984 ».

» § 2. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 worden de woorden « 1 maart 1984 » vervangen door de woorden « 1 oktober 1984 ».

De kamer was samengesteld uit

de HH. :

H. ADRIAENS, *voorzitter*;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, *staatsraden*;

Mevr. :

M. BENARD, *griffier*;

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H. ADRIAENS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer H. VERHULST, auditeur.

De Griffier,
(get.) M. BENARD.

De Voorzitter,
(get.) H. ADRIAENS.